Perspectives régionales 2016

DES RÉGIONS PRODUCTIVES POUR DES SOCIÉTÉS INCLUSIVES

Synthèse

OECD

Table des matières

Partie 1 | Productivité et inclusion : le facteur local.....3

Partie 2 | Les zones rurales, terres de promesses.....13

Partie 3 | Grand débat : Les régions et les villes au service des grandes initiatives mondiales.....15

Partie 4 | Notes par pays (en ligne uniquement)

Notes

Ces travaux sont publiés sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'Organisation ou des autorités de ses pays membres.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

La partie 3 est constituée de contributions extérieures. Les chapitres correspondants ne doivent pas être présentés comme reflétant les vues officielles de l'OCDE ou de ses pays membres. Les opinions et les interprétations exprimées sont celles du ou des auteur(s).

Crédits photo

Couverture : © Jeffrey Fisher
page 3 : © Brian A Jackson/shutterstock.com ; **page 15** : © g-stockstudio/shutterstock.com ; **page 16** : © Kagai19927/shutterstock.com ; **page 17** : © (haut) mahey/shutterstock.com, (bas) Freedom_Studio/shutterstock.com ; **page 19** : © Merkushev Vasiliy/shutterstock.com.

Pour en savoir plus : www.oecd.org/fr/regional/

PARTIE 1 |

Productivité et inclusion : le facteur local

Stimuler la productivité des régions à la traîne permettrait de relever le double défi de la stagnation de la productivité et de la polarisation au sein des pays

Cette troisième édition des *Perspectives régionales de l'OCDE* est axée sur la productivité des régions. Cinq ans après la première édition de ces *Perspectives*, la croissance de la productivité reste faible. De plus, dans les pays de l'OCDE, la population vieillit et le taux de dépendance augmente, ce qui signifie que les gains de productivité vont avoir un rôle plus déterminant à jouer en vue du maintien des aspects matériels et immatériels du bien-être.

Les pays de l'OCDE sont placés face à deux grands défis, dont le premier est la stagnation de la productivité. Juste avant la crise financière, la productivité n'augmentait, dans toutes les grandes économies de l'OCDE, qu'à un rythme d'environ 1 % par an. La productivité a connu un bref pic après la crise, mais le moteur de la croissance semble être en perte de vitesse dans l'ensemble des grandes économies de l'OCDE (graphique 1).

Le deuxième défi est celui des disparités qui existent entre les régions. Une convergence entre les pays sur le plan du PIB par habitant coïncide avec une divergence au sein même des pays (graphique 2). On constate le même phénomène à l'échelle métropolitaine. L'inégalité croissante entre les régions se double d'inégalités interpersonnelles grandissantes sur le plan des revenus ; dans certains pays, ces inégalités atteignent des niveaux qui n'avaient plus été atteints depuis des décennies.

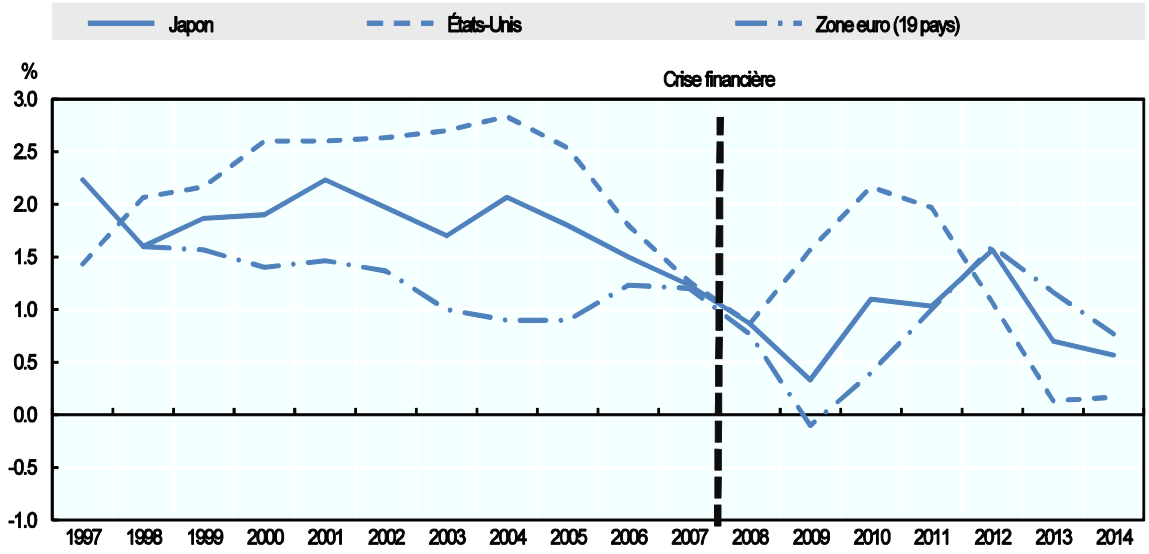
L'existence de disparités interrégionales n'est pas un fait nouveau, mais les tendances récentes font apparaître des écarts plus profonds au sein des pays qu'entre eux. Les activités économiques se concentrant sur certains territoires, les « économies d'agglomération » peuvent produire des avantages se traduisant par des PIB par habitant plus élevés dans les régions urbaines que dans les régions intermédiaires et rurales.

De récents travaux de recherche de l'OCDE sur le thème de « l'avenir de la productivité » montrent que la productivité continue de progresser rapidement chez les entreprises en pointe (situées à la « frontière mondiale »), mais pas chez les autres, et que le problème tient au fait que les gains de productivité des entreprises en pointe ne se diffusent pas auprès des autres.

La divergence entre les régions est une pièce supplémentaire du puzzle de la productivité

Les motifs permettant d'expliquer pleinement ce problème de diffusion des gains de productivité restent à élucider, mais le rôle des territoires est une pièce supplémentaire du puzzle. Parmi les autres motifs actuellement examinés, on peut citer la logique qui permet au gagnant de « rafler la mise » dans le secteur des nouvelles technologies, ou le fait qu'il est devenu plus difficile de reproduire certaines innovations. Les entreprises doivent disposer de nombreuses compétences différentes, en matière de technologie, de commercialisation, d'organisation, etc. Elles doivent aussi savoir s'insérer à des chaînes de valeur mondiales (par l'importation de produits intermédiaires et l'exportation de pièces détachées ou de produits finis). L'émergence de chaînes de valeur mondiales réoriente parfois les retombées en matière de productivité vers des pays étrangers plutôt que vers d'autres régions d'un même pays.

Graphique 1. La croissance de la productivité du travail ralentissait dès avant la crise

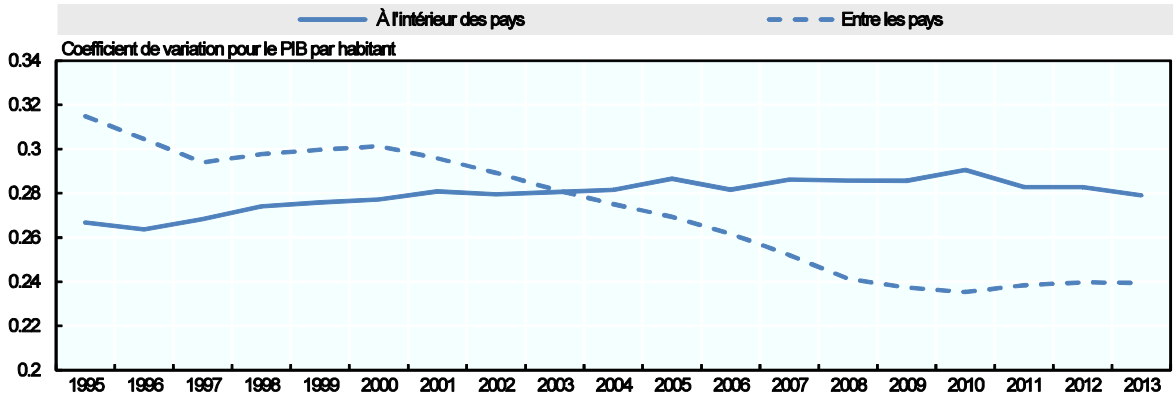


Note : Les valeurs représentent des moyennes mobiles sur trois ans (t, t-1, t-2) de la productivité du travail (PIB par heure travaillée) sur la période 1997-2014. Pour en savoir plus, suivre le Statlink.

Source : Calculs établis à partir de OCDE (2016), *Statistiques sur la productivité* (base de données), *www.oecd.org/fr/std/stats-productivite/*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933411597

Graphique 2. La convergence entre pays s'est accompagnée d'une divergence des régions à l'intérieur des pays



Note : Les données correspondent au PIB exprimé en USD constants de 2010 (à PPA), tel qu'il ressort des comptes nationaux et régionaux ; la disparité entre les pays est mesurée par le coefficient de variation du PIB national par habitant entre les pays de l'échantillon ; la disparité à l'intérieur des pays est mesurée par le coefficient de variation du PIB régional par habitant entre les régions de chaque pays, à partir duquel une moyenne est établie pour l'ensemble des pays. Pour en savoir plus, suivre le Statlink.

Source : Bartolini, D., S. Stossberg et H. Blöchliger (2016), « Fiscal Decentralisation and Regional Disparities », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n°1330, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jlpq7v3j237-en*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933411619

Au-delà des résultats médiocres de quelques régions, l'énigme tient à l'avance prise par les régions en pointe sur la majorité des autres.

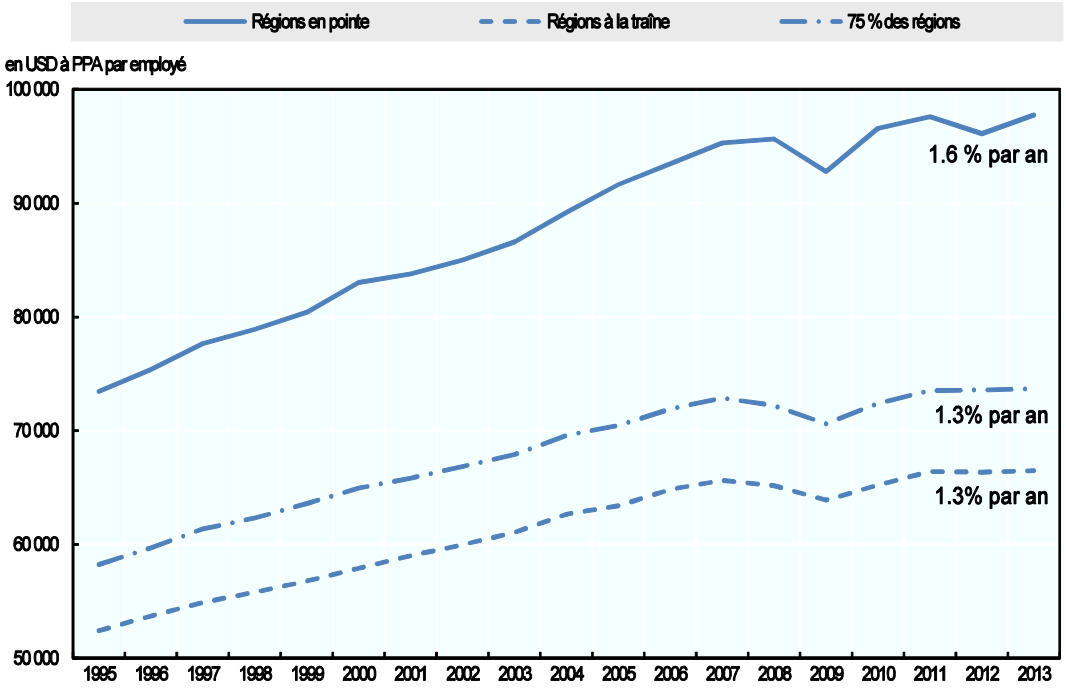
L'écart de productivité entre les régions « en pointe » et la majorité des autres régions s'est creusé au cours des deux dernières décennies. Entre 1995 et 2013, la productivité du travail (mesurée à l'aune du PIB par travailleur) a augmenté, sur l'ensemble de la zone OCDE, de 1.6 % par an dans les régions « en pointe » présentant les taux de productivité du travail les plus élevés. Les régions à la traîne les plus mal classées sur le plan de la productivité du travail ont encore perdu du terrain, leur productivité n'ayant progressé que de moins de 1.3 % par an. La différence (0.3 % par an) peut sembler faible mais, sur le long terme, ces différentiels de croissance de la productivité se traduisent par des écarts notables. Les régions à la traîne ont des possibilités de « rattrapage » sur le plan du développement social et économique, mais elles sont nombreuses à ne pas en tirer parti.

L'écart entre les régions les mieux classées et la plupart des autres s'est creusé de 60 % sur les deux dernières décennies.

L'écart s'est creusé de près de 50 %, passant de 21 000 USD à 31 000 USD par travailleur, entre les régions les mieux et les moins bien classées. Les régions à la traîne ne sont cependant pas les seules à avoir enregistré des taux de croissance plus faibles. L'écart entre les régions les mieux classées et les régions de la tranche inférieure des 75 % (soit la grande majorité des régions) s'est creusé de près de 60 %, passant de 15 200 USD à 24 000 USD (graphique 3). Le problème semble tenir davantage à un manque de rattrapage qu'à une absence de croissance au sommet. C'est clairement lié à la diffusion insuffisante des gains de productivité entre les entreprises.

Graphique 3. Au sein de chaque pays, la croissance de la productivité est plus rapide dans les régions en pointe que dans la plupart des autres

Moyenne des régions TL2 de la tranche supérieure des 10 % (en pointe), de la tranche inférieure des 75 % et de la tranche inférieure des 10 % (à la traîne) sur le plan du PIB régional par travailleur



Note : Moyenne des régions TL2 de la tranche supérieure et de la tranche inférieure des 10 %, déterminées pour chaque année. On définit le groupe des régions de la tranche inférieure / de la tranche supérieure en regroupant les régions enregistrant le PIB par employé le plus élevé /le plus faible, jusqu'à ce que 10 % de l'emploi national soit atteint. Pour en savoir plus, suivre le Statlink.
Source : OCDE (2016), *Panorama des régions de l'OCDE 2016*, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2016-en

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933411648

Les régions très productives peuvent susciter un rattrapage dans le reste du pays, sans que ce soit toujours le cas

Les régions où la croissance de la productivité est rapide se trouvent dans des pays dotés d'une « frontière » enregistrant de forts gains de productivité. Les gains de productivité d'une région sont dus à deux facteurs : un effet d'entraînement par la « frontière » et une dynamique de rattrapage au niveau de la région concernée (encadré 1). La plupart des 50 régions de la zone OCDE ayant enregistré la croissance la plus rapide de leur productivité ont bénéficié de l'effet d'entraînement potentiel de la ou des régions en pointe avec lesquelles elles ont convergé. De nombreuses régions polonaises ont connu une forte croissance de leur productivité qui reflétait les gains réalisés par les régions polonaises en pointe. Il n'y a qu'aux États-Unis et au Portugal que cet effet d'entraînement soit relativement faible.

À l'inverse, les résultats médiocres des 50 régions les moins bien classées s'expliquent principalement par l'effet conjugué de la piètre performance de la ou des région(s) en pointe à l'échelon national et d'un manque de rattrapage. Des régions canadiennes, australiennes et néerlandaises appartenant au groupe des 50 régions les moins bien classées constituent des exceptions notables, car leur mauvaise performance est due à l'absence d'effets de rattrapage.

Plutôt que d'entraver la performance des régions à forte productivité (« frontière »), les politiques publiques devraient tendre à favoriser la diffusion. Le Grand-Londres (1.3 %) et l'Île-de France (1.15 %) sont les régions de pointe de leurs pays respectifs. Cela étant, 12 des 22 régions françaises font partie des 50 régions de la zone OCDE les plus divergentes, contre seulement 2 des 12 régions du Royaume-Uni. Ces deux exemples montrent combien il est important de tenir compte du système des régions dans l'analyse et la conception des politiques de convergence régionale.

Les régions en phase de décrochage, qui abritent le quart de la population de la zone OCDE, auraient besoin de quadrupler leurs taux de croissance pour rattraper leur retard d'ici 2050.

Si les taux de croissance de la productivité ne changent pas, les régions en phase de rattrapage rattraperont leur retard sur les régions en pointe en 2050, en moyenne. Toutefois, la poursuite des rythmes actuels signifierait également qu'à l'issue de la même période, les régions divergentes n'enregistreront plus qu'environ 50 % de la productivité des régions en pointe. Pour rattraper leur retard sur les 34 prochaines années, il faudrait que les régions divergentes enregistrent une croissance supérieure de 1.2 point de pourcentage environ à celle des régions en pointe de leur pays. En d'autres termes, il faudrait que la croissance moyenne de la productivité du travail dans les régions divergentes passe à 2.8 % par an, soit quatre fois plus que le taux actuel.

Encadré 1. Comment définir la dynamique du « rattrapage »

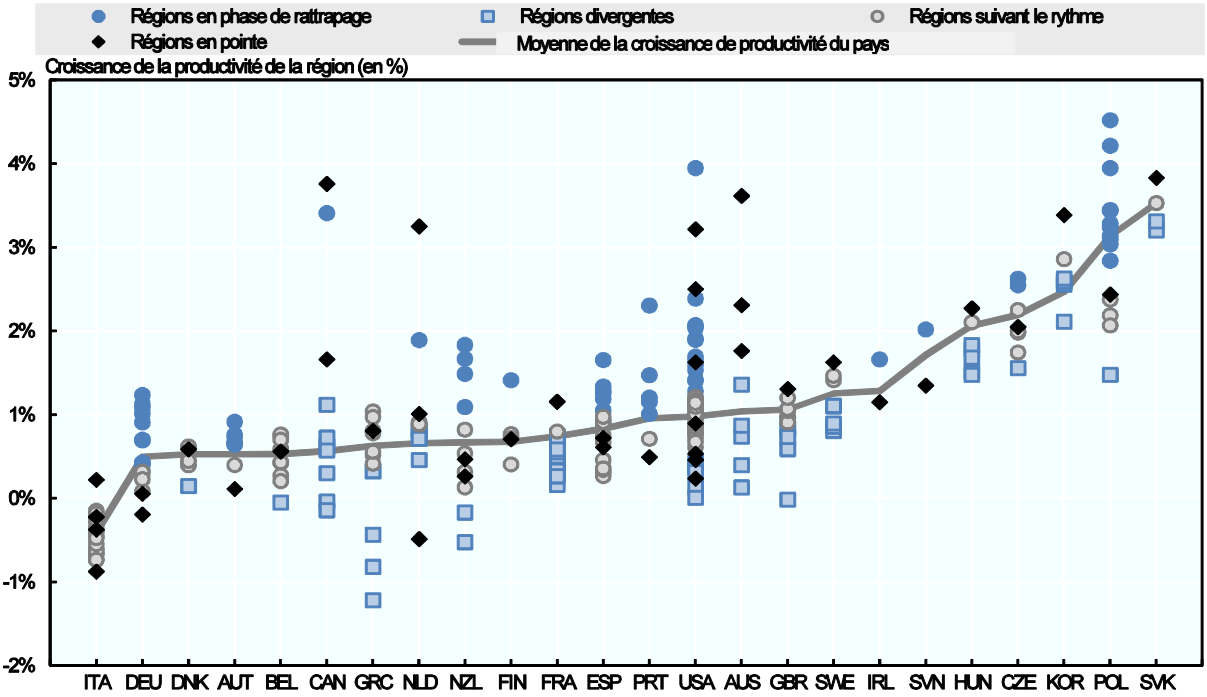
Pour mesurer la performance d'une région donnée, une méthode simple et courante consiste à évaluer si sa croissance est plus rapide que la moyenne nationale. Cela dit, cette méthode peut s'avérer trompeuse. On reflète souvent mieux le plein potentiel d'un pays sur le plan de la productivité en s'intéressant à sa « frontière », c'est-à-dire à ses régions les plus performantes, sachant que ses autres régions peuvent bénéficier des innovations produites à cette frontière.

Le « rattrapage » effectué par une région peut se mesurer de façon simple en calculant le ratio entre la croissance de sa productivité et la croissance de la productivité à la « frontière ». Ce ratio établit dans quelle mesure « l'écart » entre la frontière et la région en question s'est amoindri (ou creusé). En admettant que, dans les deux régions, la production s'effectue avec des rendements d'échelle constants, c'est-à-dire que le doublement des intrants entraîne le doublement des produits, « l'écart » peut s'interpréter de deux manières. Il reflète la production supplémentaire que la région en pointe assurerait si elle disposait des mêmes intrants que la région considérée, ou reflète dans quelle proportion la région en pointe aurait pu réduire le volume des intrants pour aboutir à la même production que la région considérée.

Ces calculs sont ensuite utilisés pour classer les régions dans différentes catégories selon leur performance en termes de productivité. Pour éviter que l'indicateur de rattrapage ne se heurte à des effets de seuil autour de la valeur 1, on définit les « régions en phase de rattrapage » comme celles dont la croissance a été supérieure de 5 points de pourcentage à celle de la frontière sur la période 2000-13, et les « régions divergentes » comme celles dont la croissance a été inférieure d'au moins 5 points de pourcentage à celle de la frontière sur la même période. Les régions qui suivent le rythme enregistrent une croissance correspondant, à plus ou moins 5 points de pourcentage près, à celle de la « frontière ».

Graphique 4. Qu'elles se trouvent dans un pays à croissance rapide ou à croissance lente, les régions peuvent rattraper leur frontière (ou se laisser distancer)

Croissance de la productivité du travail dans les régions TL2 (2000-2013)



Note : Pour en savoir plus, suivre le Statlink.

Source : Calculs à partir de OCDE (2016), *Statistiques régionales de l'OCDE* (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933411768

Il n'existe pas de schéma unique établissant un lien entre le rattrapage ou la divergence de certaines régions et l'évolution de la productivité du travail dans un pays ou à sa « frontière ». Toutefois, un creusement de l'écart entre la productivité de la frontière et celle des autres régions fait planer le risque d'une économie « à deux vitesses », avec de bons résultats au sommet du classement et un décrochage du reste du pays. Au graphique 4, on compare les schémas de croissance de la productivité régionale avec la croissance moyenne de la productivité au niveau national.

Les pays à faibles gains de productivité (vers la gauche du graphique) sont les pays dont la performance en termes de croissance de la productivité est globalement faible. Dans certains pays, cependant, le rattrapage régional s'est révélé être un facteur essentiel de la croissance de la productivité nationale. En Allemagne et en Autriche, par exemple, la croissance relativement faible de la productivité au niveau national s'est conjuguée avec une frontière à croissance lente, mais le rattrapage effectué par certaines autres régions a soutenu la croissance de la productivité globale. Parmi les pays à forts gains de productivité (vers la droite du graphique), on trouve des pays comme la Pologne et la République tchèque, qui combinent une forte croissance de la productivité globale et une solide dynamique de rattrapage dans certaines régions. À l'inverse, dans des pays comme la République slovaque, la Hongrie et la Corée, la région en pointe joue un rôle dominant dans la croissance de la productivité.

En milieu de graphique, on trouve les pays comme la France, le Royaume-Uni et l'Australie, où les gains de productivité sont modérés, mais avec des écarts assez importants entre la « frontière » et les autres régions du pays. La valeur de l'écart entre les taux de croissance peut sembler faible mais, au fil du temps, elle devient assez substantielle. Par exemple, la croissance annuelle de la productivité de l'Île-de-France a été, en moyenne, supérieure de 0.4 point de pourcentage seulement à celle du Nord-Pas-de-Calais, grande région traditionnellement industrielle du Nord de la France où se trouve l'entrée française du tunnel sous la Manche qui relie la France au Royaume-Uni. Sur une période de vingt ans, toutefois, cet écart représente près de 10 points de pourcentage.

La dynamique de rattrapage peut être différente entre les régions urbaines et les régions rurales

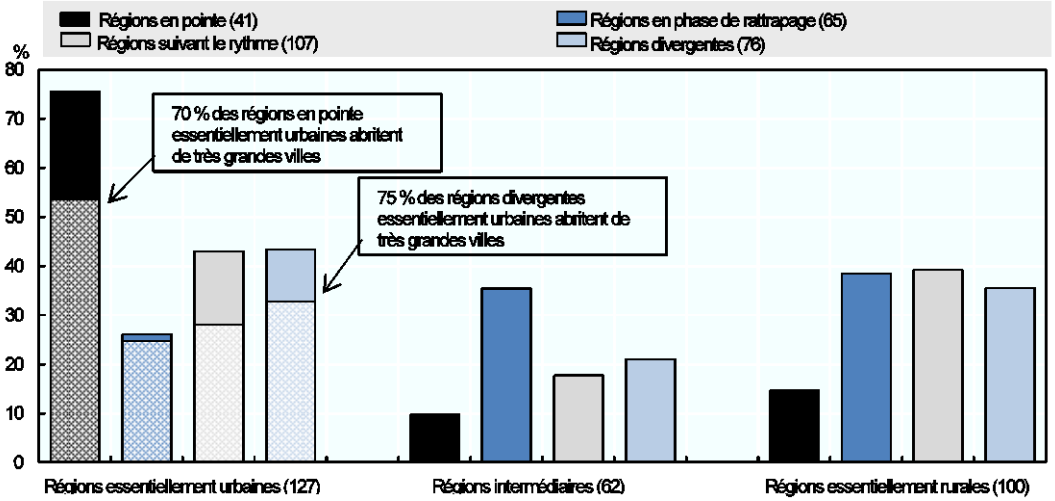
En matière de productivité, la frontière est pour l'essentiel urbaine. Dans les 24 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, les trois quarts des régions les plus productives sont des régions essentiellement urbaines. Parmi ces régions essentiellement urbaines de pointe, 70 % comportent une grande zone métropolitaine de plus de 1.5 million d'habitants qui, souvent, est aussi la capitale (graphique 5). Cependant, des dynamiques de rattrapage et de divergence apparaissent dans tous les types de régions. Si la frontière est essentiellement urbaine, nombreuses sont les régions ayant une population rurale importante qui obtiennent de bons résultats et qui rattrapent la frontière nationale.

La croissance de la productivité dans les zones urbaines profite d'économies d'agglomération. En général, les zones rurales doivent exploiter d'autres avantages compétitifs ; toutefois, même dans les zones rurales, la spécialisation sectorielle peut permettre de réaliser certaines économies d'agglomération.

Il faut tenir compte d'un certain nombre de déterminants sous-jacents de ces schémas de rattrapage. Premièrement, des écarts au niveau du rendement des investissements en capital peuvent susciter une convergence, mais ils peuvent être insuffisants si le capital humain n'est pas assez valorisé. Deuxièmement, les économies d'agglomération favorisent la diffusion de l'innovation grâce à des transferts indirects de connaissances, mais des efforts supplémentaires peuvent être nécessaires dans les zones moins densément peuplées. Troisièmement, la mutation de la structure sectorielle de l'économie d'une région au profit de secteurs à plus forte productivité peut faire augmenter les niveaux globaux de productivité. Quatrièmement, la proximité de grandes villes peut favoriser la croissance et le rattrapage, mais la divergence sur le plan de la productivité n'est pas nécessairement due à l'éloignement par rapport à ces villes.

Dans tous les types d'économies, il est essentiel de tirer parti des avantages compétitifs locaux, car les régions se situent toutes à des points divers entre les deux pôles extrêmes que sont les zones métropolitaines et les régions rurales les plus éloignées. L'économie des zones métropolitaines a tendance à être dominée par le secteur des services, mais avec une structure économique diversifiée, une main-d'œuvre très qualifiée (malgré des écarts croissants entre habitants qualifiés et non qualifiés), une concurrence intense et une croissance nourrie par des facteurs internes. À l'opposé, la production tend, au sein des zones rurales, à consister en des services aux consommateurs peu sophistiqués, et en une production manufacturière plus « mûre », avec une diversification économique plus limitée, une moindre connectivité sur le plan des transports et des communications, des marchés locaux peu actifs, moins de travailleurs qualifiés (phénomène aggravé par l'exode des jeunes), une productivité plus faible et une croissance nourrie par des facteurs externes. La plupart des régions se situent entre ces deux extrêmes.

Graphique 5. Les régions en pointe sont plutôt urbaines, tandis que les régions en phase de rattrapage sont plutôt rurales ou intermédiaires



Note : Les nombres entre parenthèses désignent le nombre de régions du groupe. Pour les régions essentiellement urbaines, la partie ornée de motifs représente les régions qui englobent une grande zone métropolitaine d'au moins 1.5 million d'habitants. Pour en savoir plus, suivre le Statlink.

Source : Calculs établis à partir de OCDE (2016), *Statistiques régionales de l'OCDE* (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933411698

L'exposition d'une partie de l'économie régionale à la concurrence mondiale est un facteur de rattrapage dans les régions urbaines comme rurales

L'un des traits communs des régions qui sont en train de rattraper leur retard est le poids économique important des secteurs ouverts aux échanges internationaux. Il s'agit de secteurs qui sont exposés à la concurrence internationale, c.à.d. les produits manufacturés, l'extraction minière ou les services pouvant faire l'objet d'un commerce international.

Le poids des produits échangeables dans la valeur ajoutée brute (VAB) est (de façon statistiquement significative) plus élevé dans les régions en phase de rattrapage (graphique 6). Cette constatation vaut à différents échelons régionaux, y compris, s'agissant de la zone OCDE, à celui des grandes régions (niveau TL2) et des petites régions (niveau TL3).

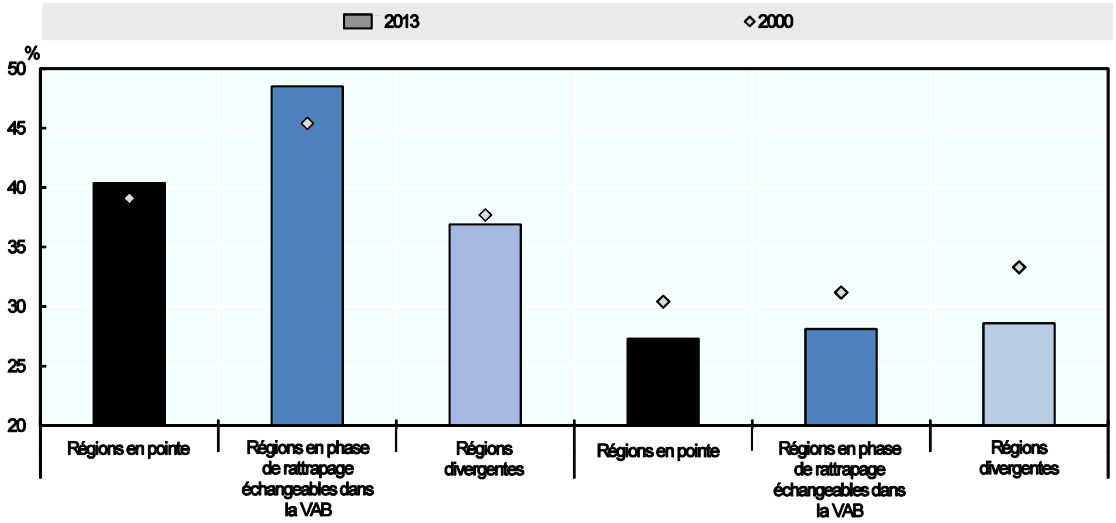
Le secteur des produits échangeables offre de plus grandes possibilités de rattrapage par une « convergence inconditionnelle » – c'est-à-dire que la convergence avec la frontière mondiale dépend moins des caractéristiques propres au pays ou de ses faiblesses institutionnelles. Cela signifie que les régions susceptibles d'être à la traîne de manière générale et par rapport au reste de leur pays ont encore la possibilité de progresser.

Les types d'emplois qui nourrissent la croissance de la productivité varient selon le type de secteur exportateur. Dans le secteur manufacturier et celui de l'extraction de ressources, les travailleurs sont relativement plus productifs que la moyenne de l'économie de la région. Tel n'est pas le cas en ce qui concerne les services échangeables (dans les régions divergentes) et l'agriculture plus généralement.

Le commerce international aide les régions à la traîne à rattraper les autres, mais certaines transitions sont nécessaires sur le plan des qualifications

Dans le secteur manufacturier et celui de l'extraction de ressources, les travailleurs dont le niveau d'éducation formelle est faible peuvent atteindre des niveaux élevés de productivité. En revanche, dans le secteur des services et celui de l'agriculture, la productivité cumulée du travail est relativement faible. Cela étant, les services échangeables recouvrent une grande variété d'emplois, et les emplois à forte valeur ajoutée se situent essentiellement dans le secteur des services à forte intensité de connaissances et nécessitent des travailleurs très qualifiés. C'est pourquoi réussir la transition économique du secteur manufacturier ou de celui de l'extraction de ressources vers celui des services à forte intensité de connaissances est complexe, et implique de réaliser d'importants ajustements sur le plan des compétences de la main d'œuvre existante et nouvelle.

Graphique 6. Le secteur des produits échangeables joue un rôle crucial dans l'évolution de la productivité régionale



Note : Les régions en phase de rattrapage/divergentes ont connu une croissance supérieure/inférieure d'au moins 5 points de pourcentage par rapport à la « frontière » de leur pays sur la période 2000-13. La « frontière » désigne l'agrégation des régions ayant le PIB par travailleur le plus élevé et représentant 10 % de l'emploi national. Pour en savoir plus, suivre le Statlink.

Source : Calculs établis à partir de OCDE (2016), *Statistiques régionales de l'OCDE* (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr. StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933411700

Une meilleure productivité améliore le niveau de vie matériel, aspect important du bien-être

Le bien-être d'un individu dépend de ses caractéristiques personnelles et de l'endroit où il vit. Le cadre défini par l'OCDE pour mesurer le bien-être régional met en relief le lien intime qui existe entre les individus et les territoires. Certaines des dimensions du bien-être sont d'ordre matériel, c.à.d. directement mesurées en termes financiers. Puisque les niveaux de productivité contribuent à déterminer la rémunération, ils influencent fortement le niveau de vie matériel. De meilleurs résultats en matière de rattrapage du niveau de productivité sont associés à des niveaux plus élevés de revenus des ménages, tant en termes de niveaux absolus que de taux de croissance.

L'impact du rattrapage sur l'emploi est plus frappant encore. Le taux de chômage moyen des régions en phase de rattrapage a reculé entre 2000 et 2014, tandis que les régions divergentes et les régions en pointe ont connu une augmentation du chômage. Le rattrapage a également profité aux jeunes, le pourcentage moyen de jeunes de 18-24 ans ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation (NEET) ayant généralement reculé dans ces régions. Le plus souvent, la croissance de la productivité s'accompagne d'une croissance de l'emploi. Toutefois, dans certaines régions, la crise a provoqué d'importantes pertes d'emplois, et la situation ne s'est pas encore pleinement rétablie.

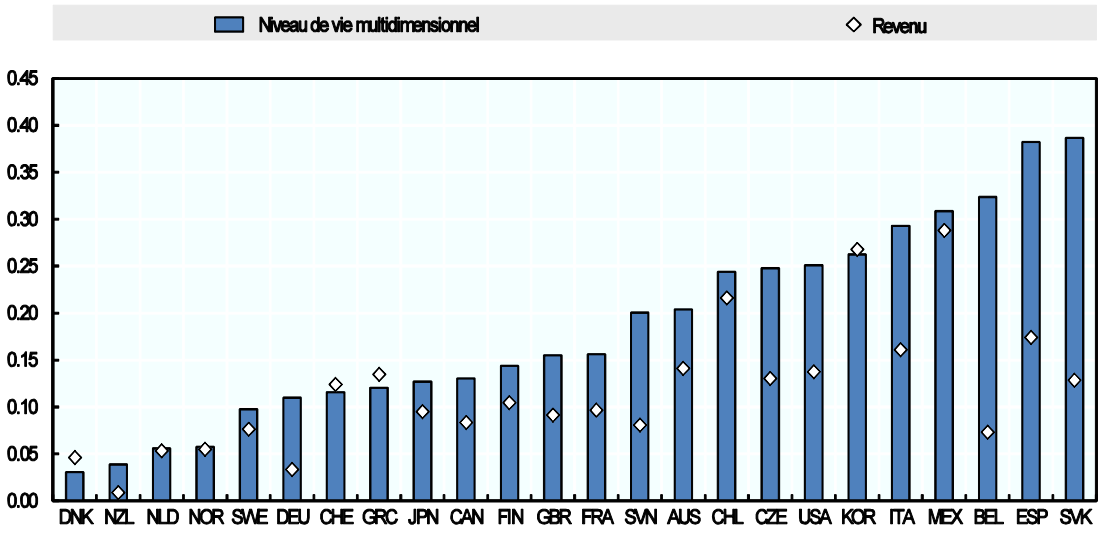
Un rattrapage au niveau de la productivité du travail ne pèse pas sur les autres dimensions du bien-être. Si l'on compare, au sein de la zone OCDE, les régions en phase de rattrapage et les régions en phase de décrochage, on constate qu'il n'existe pas, en moyenne, de sacrifice notable sur le plan de la pollution atmosphérique, par exemple.

Toutes les dimensions du bien-être ne sont pas matérielles, mais il est souvent possible d'attribuer également des valeurs aux dimensions immatérielles telles que la santé ou la sécurité, ce qui permet de créer des éléments de mesure combinés afin de mieux analyser les disparités qui persistent entre les régions. L'un de ces éléments de mesure, qui combine des indicateurs portant sur le revenu, la santé et l'emploi, révèle que certaines régions peuvent cumuler les handicaps en termes de bien-être (graphique 7).

Ce niveau de vie multidimensionnel illustre pourquoi nous devons éviter de nous arrêter au seul revenu pour mesurer le progrès dans l'ensemble des régions. Des politiques complémentaires sont importantes pour veiller à ce que les gains de productivité profitent aux différents groupes sociaux et aux différents territoires. Cette démarche permet d'analyser les différences de niveau de vie entre les régions mais aussi au sein même des villes, celles-ci abritant aussi bien des emplois très qualifiés que peu qualifiés (« du banquier au barman »), ce qui favorise les inégalités de revenus.

Graphique 7. Les disparités régionales en termes de niveau de vie multidimensionnel sont plus importantes que les disparités concernant le seul revenu

Coefficient de variation (plus la valeur est élevée, plus la disparité est marquée), 2012



Note : Revenu = revenu disponible des ménages.

Source : Veneri, P. et F. Murtin (2016), « Where is inclusive growth happening? Mapping multi-dimensional living standards in OECD regions », *Documents de travail statistiques de l'OCDE*, n° 2016/01, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/5jm3nptzwsxq-en. Calculs établis à partir de OCDE (2016), *base de données sur le bien-être régional*, www.oecdregionalwellbeing.org/, et des enquêtes nationales sur les revenus.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933411860

Diverses solutions peuvent permettre de gagner sur deux plans à la fois : la productivité et l'inclusion

1. Compléter les politiques structurelles par des politiques régionales

On part traditionnellement, pour les politiques structurelles, du principe que le degré de réforme détermine en grande partie le niveau et la croissance de la productivité. Les trains de mesures portent généralement sur les marchés de produits, les marchés de capitaux et le marché du travail, ainsi que sur d'autres domaines comme les systèmes de santé et de pensions. Les effets escomptés de ces réformes structurelles se fondent sur le postulat selon lequel tous les facteurs sont mobiles. Or, les données montrent que certains facteurs présentent une « inertie » particulière à l'égard du territoire – les travailleurs, notamment. C'est pourquoi, par exemple, pour compléter les réformes du marché du travail, il faut conduire des politiques actives du marché du travail, y compris pour faciliter l'installation dans un autre bassin d'emploi.

De plus, les réformes structurelles peuvent produire des incidences différentes selon les régions. Les incidences des textes visant à réglementer les marchés de produits sont plus importantes dans les régions spécialisées dans le secteur économique ainsi encadré. Une réglementation plus restrictive du marché du travail, mesurée à l'aune d'indicateurs de protection de l'emploi, pénalise moins les villes que les régions rurales dotées de marchés du travail de taille moindre. De même, une amélioration de l'offre de transports permet d'accroître la taille effective d'un marché du travail local, ce qui peut compléter une réforme du marché du travail afin d'en renforcer les incidences.

2. Assurer des investissements publics bien conçus et bien mis en œuvre à tous les niveaux d'administration

L'investissement public peut apporter une contribution majeure à la croissance. Les financements prévus pour répondre aux besoins d'investissement dans la zone OCDE et ailleurs dans le monde sont clairement insuffisants. L'investissement public a reculé par rapport à ses niveaux d'avant la crise, avec, peut-être, un sous-investissement. La part de l'investissement public dans les dépenses publiques a décliné au cours des deux dernières décennies, passant de 9.5 % à 7.7 %. L'impact de l'investissement public sur la croissance dépend aussi de la manière dont il est géré. En 2014, les administrations infranationales représentaient 40 % de la dépense publique, 50 % des marchés public, 59 % de l'investissement public et 63 % des dépenses liées aux agents publics. Plusieurs des secteurs qui sont les plus affectés par la réduction des dépenses infranationales ont une incidence directe sur les facteurs de productivité. Le renforcement des capacités financières et organisationnelles des administrations infranationales, notamment s'agissant de choisir et d'accompagner les investissements pertinents, devrait constituer une priorité.

3. Chercher à mieux adapter la gouvernance multi-niveaux et les réformes territoriales

S'agissant des politiques territorialisées, les dispositifs de gouvernance adoptés pour la mise en œuvre (le « comment ») sont d'une importance cruciale. Dans de nombreux pays, des réformes des administrations infranationales ont été entreprises afin que les politiques soient menées au bon échelon, ou bien pour réaliser des économies d'échelle au niveau des investissements et de la prestation de services.

Le débat sur la productivité ne s'étend généralement pas à la question de la gouvernance infranationale, mais il le devrait. Étant donné que les zones urbaines se composent souvent de nombreuses localités, et non pas seulement de la ville-centre, l'échelon métropolitain est crucial pour l'action publique. Plus la zone métropolitaine est complexe du point de vue du nombre de collectivités locales, plus il peut être difficile de tirer parti des effets d'agglomération liés à sa dimension pour gagner en productivité. De fait, il existe, en matière de productivité, une pénalité associée au morcellement administratif, lequel se mesure à l'aune du nombre d'administrations. Des dispositifs de gouvernance adaptés peuvent réduire cette pénalité de moitié. C'est l'une des raisons pour lesquelles de nombreux pays ont déjà mis en œuvre, ou s'apprêtent à mettre en œuvre, des réformes de leurs dispositifs de gouvernance métropolitaine. Le morcellement administratif est également associé à une plus forte ségrégation en fonction des revenus, qui pèse elle-même sur l'égalité des chances.

Les pays continuent de tester de nouvelles façons de gérer leur politique de développement régional et leurs investissements publics à tous les échelons administratifs afin d'agir de façon coordonnée dans les différents domaines de l'action publique pour tirer parti des complémentarités et réaliser les arbitrages nécessaires.

Les politiques régionales, urbaines et rurales sont mises à profit pour cibler les investissements publics en fonction des besoins des divers territoires

De nombreuses politiques structurelles et sectorielles produisent des incidences profondes et différenciées selon les caractéristiques de chaque région. Comprendre ces incidences différenciées et savoir s'adapter, lorsque c'est pertinent, aux différentes situations régionales peut renforcer les avantages d'une action publique donnée. Les politiques de développement régional, urbain et rural visent à cibler les investissements publics de manière à les adapter aux besoins des différents types de régions et de villes sur les plans de l'économie et du bien-être.

Depuis une quinzaine d'années, les pays de l'OCDE mettent en œuvre, dans le domaine du développement régional, une démarche axée sur le renforcement des atouts propres à chaque région. C'est pourquoi on s'emploie, dans une large mesure, à ce que les politiques de développement régional favorisent la productivité et la croissance dans toutes les régions par des investissements stratégiques plutôt que par de simples subventions (graphique 8).

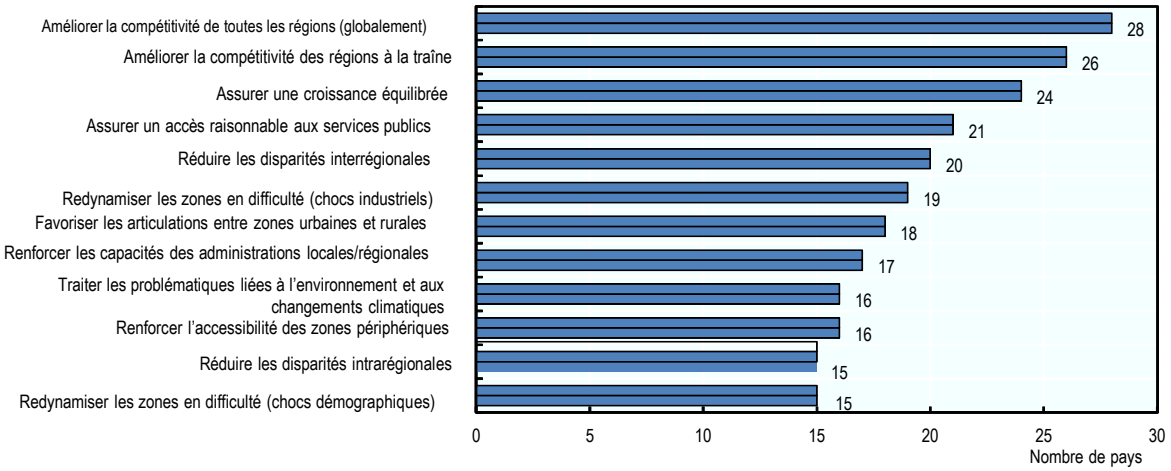
Les investissements qui favorisent la diffusion de l'innovation et des bonnes pratiques offrent la possibilité de faire progresser la productivité, mais un éventail plus large d'instruments d'aide à l'innovation pourrait être nécessaire dans certains pays. Si, dans de nombreux pays, des politiques sont menées pour réduire les écarts entre les régions, il convient d'éviter d'entraver la croissance des régions les plus productives, qui peuvent favoriser une dynamique de rattrapage au sein des autres régions. Les pays pourraient également en faire davantage pour renforcer les capacités des administrations infranationales.

Il faudrait que les politiques de développement urbain tiennent compte du fait que les villes sont interconnectées au sein d'un « système urbain » dans chaque pays. Plusieurs pays font état de réformes récentes ou à venir de leur politique urbaine nationale. Si ces politiques visent généralement avant tout à réduire les coûts sociaux et environnementaux au sein des villes, elles peuvent également prendre en considération le rôle économique des villes, leurs articulations locales et interrégionales au sein d'un système national et leur aptitude à favoriser une innovation qui devrait bénéficier à l'économie dans son ensemble.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les politiques de développement rural restent axées, en grande partie, sur l'agriculture. Ces politiques devraient mieux tenir compte des divers types de régions rurales, de l'activité économique hors agriculture, des besoins de la population locale et des liens qui existent entre les zones rurales et les villes.

Les dispositifs de gouvernance mis en place pour administrer le développement régional, urbain et rural peuvent être tout aussi importants que les politiques elles-mêmes. De nombreuses administrations nationales sont en train de tester différentes méthodes visant à organiser leurs politiques de façon interministérielle, y compris par le truchement d'organismes chargés du développement régional. Des réformes des administrations régionales et locales peuvent préparer le terrain afin de le rendre plus favorable à la productivité et à l'inclusion sociale.

Graphique 8. Politique de développement régional : nombre de pays considérant les objectifs suivants comme des priorités



Note : Chiffres tirés des déclarations de 33 pays sur l'importance de chaque priorité pour leur politique de développement régional, sur une échelle de 1 (pas important) à 5 (extrêmement important). Seules les réponses égales à 4 ou 5 sont prises en compte. *Source :* OCDE (2015), « OECD Regional Outlook Survey », GOV/RDPC(2015)8, OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933411967

PARTIE 2 |

Les zones rurales – Terres de promesses

Pour comprendre les économies rurales, il faut analyser de plus près les résultats des différents types de zones rurales

Les zones rurales sont diverses, et fortement influencées par les spécificités de leur environnement naturel. Leur schéma de développement se distingue nettement du modèle urbain classique. Certaines zones rurales des pays de l'OCDE connaissent une grande réussite, tant sur le plan de l'économie que sur celui de la qualité de vie. D'autres régions rurales ne connaissent pas le même succès. Les réussites et les faiblesses des régions rurales dépendent beaucoup plus de facteurs économiques externes que celles des zones urbaines.

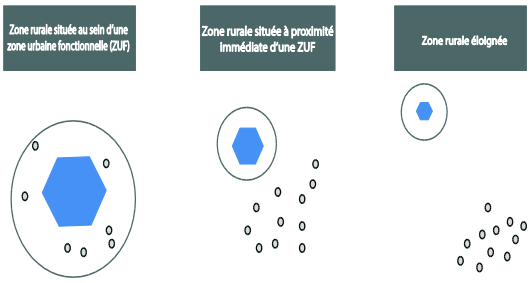
Les régions rurales suivent différents modèles de développement adaptés à leur faible densité de population et d'activité économique, mais aussi aux spécificités de chaque région. Cette diversité impose de distinguer plusieurs catégories de zones rurales au sein d'une typologie. On distingue ainsi : i) les zones rurales situées dans la zone de déplacements pendulaires de zones urbaines (fonctionnelles) ; ii) les zones rurales jouxtant des zones urbaines fonctionnelles ; et iii) les zones rurales situées à distance de zones urbaines fonctionnelles, dites « éloignées » (graphique 9). Dans ses statistiques, l'OCDE opère une distinction entre les « régions rurales proches d'une ville » et les « régions rurales éloignées », en fonction des temps de trajet nécessaires pour rejoindre le centre urbain le plus proche.

On observe différents schémas de développement en fonction du type de région rurale. Les régions rurales proches d'une ville sont plus dynamiques que les régions rurales éloignées, mais aussi plus résilientes, et elles affichent des résultats économiques similaires à ceux des régions urbaines. Sur la période 2000-07, les régions rurales proches d'une ville ont enregistré, en moyenne, une progression annuelle de 2.15 % de leur productivité, ce qui représente le meilleur score, tous types de régions confondus.

Au cours de la période qui a précédé la crise, la croissance de la productivité s'est généralement doublée d'une augmentation de l'emploi dans les zones rurales. Parmi les régions rurales qui ont vu leur productivité augmenter entre 2000 et 2007, les deux tiers ont également enregistré une augmentation de l'emploi. Depuis la crise, ce schéma peine à se maintenir.

Les régions rurales éloignées sont particulièrement vulnérables face aux chocs mondiaux. À l'issue de la crise financière, leur productivité moyenne a baissé de 0.61 % par an sur la période 2008-12. Cette moyenne ne doit néanmoins pas occulter le fait que certaines régions rurales éloignées ont continué d'enregistrer de bons résultats pendant et après la crise financière.

Graphique 9. Typologie des zones rurales en fonction de la distance par rapport aux villes



Graphique 10. Les zones rurales proches d'une ville ont réalisé davantage de gains de productivité ; les zones rurales éloignées ont affiché des résultats plus variables

Type de région (niveau TL3)	Croissance annuelle moyenne de la productivité du travail (en %, 2000-12)	Écart-type (en %)	Coefficient de variation
Essentiellement urbaine	1.01	1.02	1.019
Intermédiaire	1.07	1.09	1.024
Essentiellement rurale proche d'une ville	1.36	1.32	0.972
Essentiellement rurale éloignée	0.70	1.15	1.641

Pour moderniser leur développement rural, les pays doivent passer à une politique rurale 3.0

L'un des grands objectifs de la politique rurale doit être de renforcer la compétitivité et la productivité rurales afin d'améliorer le bien-être social, économique et environnemental au sein des zones rurales. Cela permettra aux régions rurales de contribuer davantage aux performances nationales.

Le « nouveau paradigme rural » entériné en 2006 par les pays membres de l'OCDE proposait un cadre conceptuel qui positionnait la politique rurale comme une stratégie d'investissement visant à favoriser la compétitivité des territoires ruraux. Il s'agissait là d'une rupture par rapport aux programmes classiques de subventions, qui ciblaient des secteurs spécifiques. À l'époque, les pays membres n'avaient pas pris la pleine mesure de cette nouvelle approche, qu'ils sont désormais en train de mettre en œuvre, *de facto*, sous l'effet du contexte actuel de croissance atone et de ressources limitées par la poursuite de l'assainissement des finances publiques.

La politique rurale 3.0 reprend et affine ce paradigme, qui a joué un rôle important en conduisant l'ensemble des pays de l'OCDE à entamer un processus de refonte de leurs pratiques de développement rural (graphique 11). Là où le nouveau paradigme rural proposait un cadre conceptuel, la politique rurale 3.0 vise avant tout à recenser des dispositifs précis permettant de mettre en œuvre des politiques et pratiques efficaces dans le monde rural.

La politique rurale 3.0 vise donc à aider les administrations nationales à favoriser le développement économique des zones rurales. Elle reflète plusieurs évolutions importantes intervenues dans le domaine du développement rural. Premièrement, et surtout, les régions rurales sont devenues des systèmes socioéconomiques beaucoup plus divers et complexes. Deuxièmement, de manière générale, les politiques officielles sont désormais moins isolées, et font l'objet d'exigences plus strictes en termes de responsabilité. Troisièmement, avec de meilleures données et de meilleures analyses, il est possible de mieux comprendre les régions rurales et de dépasser le postulat selon lequel tous les territoires ruraux se ressembleraient.

On considère, dans le cadre de cette démarche, que l'action publique doit être moins axée sur la fourniture de subventions, et davantage sur des investissements et services publics intégrés adaptés aux besoins locaux. De telles politiques - territoriales et sectorielles - sont d'une efficacité maximale quand elles sont coordonnées et qu'elles répondent à des objectifs similaires.

Les administrations rurales et les autres acteurs ont tout intérêt à coopérer les uns avec les autres. Qu'il s'agisse de marchés publics, de prestation de services publics ou de développement économique, l'impact est beaucoup plus fort quand les collectivités mettent en commun leurs ressources et leurs idées que quand elles font cavalier seul. Cette coopération peut revêtir les formes suivantes : i) des partenariats entre zones rurales ; ii) des partenariats entre zones rurales et zones urbaines ; ou encore iii) des partenariats entre des administrations et des associations ou des entreprises.

Il faut d'importantes capacités à l'échelle locale pour comprendre les dynamiques locales des zones rurales et agir en conséquence. Pour favoriser la réussite et la résilience des zones rurales, il est crucial de mettre en œuvre des politiques publiques qui renforcent les capacités des acteurs locaux.

Une politique rurale efficace tient compte du fait que les possibilités de développement et les contraintes des régions rurales diffèrent de celles des zones urbaines, et qu'elles peuvent varier selon les types de régions rurales. Les politiques rurales se distinguent donc des démarches de développement urbain, tout en leur étant complémentaires.

Graphique 11. Vers une politique rurale 3.0

	Ancien paradigme	Nouveau paradigme rural (2006)	Politique rurale 3.0 – Mettre en œuvre le Nouveau paradigme rural
Objectifs	Égalisation	Compétitivité	Bien-être selon des dimensions multiples de : i) l'économie, ii) la société et iii) l'environnement
Ciblage	Appui à un secteur dominant unique	Appui à des secteurs multiples en fonction de leur compétitivité	Économies à faible densité différenciées en fonction du type de zone rurale
Outils	Subventions aux entreprises	Investissements dans des entreprises et collectivités répondant à des critères	Démarche intégrée de développement rural – spectre de mesures d'appui au secteur public, aux entreprises et au tiers secteur
Principaux acteurs et parties prenantes	Syndicats agricoles et administrations nationales	Tous les niveaux d'administration et tous les ministères concernés, plus les acteurs locaux	Participation : i) du secteur public – gouvernance multiniveaux ii) du secteur privé – entreprises à but lucratif et entreprises sociales et iii) du tiers secteur – organisations non gouvernementales et société civile
Démarche	Politique descendante uniformément appliquée	Politique ascendante, stratégies locales	Démarche coordonnée entre des domaines d'action multiples
Définition du monde rural	Pas urbain	Le monde rural recouvre toute une gamme de territoires différents	Trois types de zones rurales : i) au sein d'une zone urbaine fonctionnelle ; ii) proches d'une zone urbaine fonctionnelle ; et iii) éloignées d'une zone urbaine fonctionnelle

PARTIE 3 |

Grand débat : Les régions et les villes au service des grandes initiatives mondiales

Les Objectifs de développement durable, les objectifs de la COP 21 et le Nouveau Programme pour les villes n'aboutiront qu'à condition d'intégrer une dimension locale

Le volet « Grand débat » des *Perspectives régionales de l'OCDE* permet à des théoriciens et praticiens éminents de l'action publique de livrer leurs réflexions sur un thème commun. Cette édition est axée sur les grandes initiatives mondiales qui viennent d'être adoptées, et qui mettent en relief de façon inédite nos grands objectifs collectifs pour l'avenir.

Graphique 12. Grandes déclarations mondiales 2015-16

Mars 2015	Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)
Juillet 2015	Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement
Septembre 2015	Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030
Décembre 2015	Accord de Paris au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21)
Octobre 2016	Nouveau Programme pour les villes (Habitat III)

De plus en plus, ces grandes initiatives tiennent compte de l'importance d'un éclairage régional et local. Il faut, premièrement, que les politiques et les objectifs définis à l'échelon national tiennent compte de la diversité territoriale. Ne négliger aucune composante de la population implique de ne négliger aucun lieu. De plus, les administrations nationales mettent en place le cadre au sein duquel les régions et les villes opèrent. Deuxièmement, les responsables régionaux et locaux jouent un rôle crucial dans les décisions relatives aux investissements et services publics et à l'occupation des sols qui sous-tendent nombre de ces objectifs. Les différentes contributions qui suivent abordent ces questions pour un large éventail de domaines de l'action publique.

Miser sur l'expression des points de vue de tous pour mettre en œuvre les programmes mondiaux

Rolf Alter,

Directeur de la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial (OCDE)

Ce chapitre s'interroge sur le bien-fondé de la mise en œuvre de ces programmes au niveau local pour veiller à ce que l'action publique réponde aux attentes et aux besoins des individus en leur permettant de faire davantage entendre leur voix, ainsi que sur les méthodes à employer à cette fin. Il pose trois questions : i) Les régions et les villes sont-elles réellement les lieux de rencontre entre les politiques et les citoyens ? ii) Les régions et les villes disposent-elles des outils et des capacités appropriés pour mettre en œuvre, au niveau local, les ODD et d'autres objectifs ? et iii) Comment les administrations nationales et infranationales peuvent-elles mieux coopérer en associant les individus de manière plus structurée ?

Une urbanisation de qualité et des systèmes financiers adaptés sont indispensables à la réalisation d'objectifs mondiaux ambitieux

Un Nouveau Programme pour les villes pour le 21e siècle : le rôle de l'urbanisation dans le développement durable

Joan Clos,

Directeur exécutif d'ONU-Habitat et Secrétaire général d'Habitat III

Ce chapitre étudie le rôle nécessaire de l'urbanisation dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il propose aux administrations de tous les niveaux et de toutes les régions un cadre stratégique et concret pour mettre en place un mode d'urbanisation propice à l'amélioration de la vie et des moyens d'existence dans tous les établissements humains. Dans son Nouveau Programme pour les villes, qui doit être adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) à Quito, en Équateur, en octobre 2016, ONU-Habitat recommande de s'appuyer sur l'urbanisation pour promouvoir les transformations. Ce chapitre présente d'abord un aperçu des tendances en matière d'urbanisation durable et des défis qu'elle pose, qui permettent de comprendre pourquoi un Nouveau Programme pour les villes est nécessaire. La deuxième section explique en quoi une urbanisation de qualité et le rôle des villes sont essentiels pour atteindre les objectifs de tous les programmes mondiaux de l'après-2015. Le chapitre s'achève par un examen des mesures stratégiques que réclame la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes.

Le financement des administrations infranationales et locales : le chaînon manquant du financement du développement

Josep Roig,

Secrétaire général de Cités et Gouvernements locaux unis

Il est essentiel de libérer le potentiel des territoires au niveau local pour assurer le financement des investissements qu'il est urgent de réaliser afin d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et de répondre aux besoins des populations. La série de débats internationaux consacrés au développement accordent une attention grandissante au financement du développement au niveau des villes ; pour autant, les autorités locales ne sont toujours pas considérées comme des acteurs incontournables de ces débats. Il conviendrait dans un premier temps d'améliorer la mobilisation des ressources endogènes locales, en développant la fiscalité locale, en recourant au financement par le foncier et à l'imposition des activités économiques, dans l'objectif de parvenir à une plus grande autonomie budgétaire locale. Ensuite, des systèmes de garanties devraient faciliter la mobilisation de ressources extérieures – qui englobent les capitaux privés, le financement climatique et l'emprunt – en faveur du financement à long terme des infrastructures.

La gouvernance de l'eau et la finance verte imposent la coopération entre tous les niveaux d'administration et le secteur privé

L'eau, clé de la dépendance réciproque entre villes et régions

Peter C.G. Glas,

président de l'Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau et de l'Office des eaux de la Dommel (Pays-Bas)

Ce chapitre défend l'idée que les villes et les régions ont un rôle déterminant à jouer pour résoudre les enjeux actuels et futurs de la gestion de l'eau – qu'il y en ait trop, pas assez, ou qu'elle soit trop polluée. Il est vrai qu'il n'existe pas de formule toute faite pour résoudre ces enjeux mais l'inaction n'est évidemment pas une option. On observe au contraire une volonté de passer des idées aux actes, en particulier afin de mettre en œuvre au niveau mondial le Programme 2030 qui vise, entre autres choses, à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.

Comme on le verra ici, il est possible d'améliorer l'efficience et l'inclusion en connectant les échelons territoriaux et les bassins de ressources hydriques, ainsi que toutes les politiques qui se rapportent à l'eau. Les Principes de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau offrent un cadre utile pour la définition et la mise en œuvre des politiques de l'eau à tous les niveaux d'administration, afin d'améliorer le bien-être de tous.

Suite donnée à l'Accord de Paris sur le climat : transposer les projets verts locaux à une plus grande échelle

Christophe Nuttall,

Directeur exécutif du R20 Regions of Climate Action

L'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable (ODD) pour 2030 appellent à multiplier les projets d'infrastructures vertes. Cependant de tels investissements ne sont pas réalisables sans la participation financière du secteur privé.

Depuis quelques années, R20 Regions of Climate Action s'emploie à trouver des solutions en coopérant avec les décideurs au niveau local et régional, les entreprises technologiques et les investisseurs à l'élaboration de projets susceptibles d'attirer des concours bancaires dans différents domaines de l'économie verte, de la production d'énergie à la gestion des déchets. Ce chapitre présente plusieurs programmes et instruments financiers, dont les nouveaux fonds de pré investissement, utilisés pour mettre en œuvre dans le monde entier des projets à l'appui de ces nouveaux objectifs mondiaux.

Les zones rurales doivent contribuer aux grandes initiatives mondiales et en bénéficier

Politique rurale des États Unis : accroître les opportunités et améliorer la qualité de vie dans les collectivités rurales

Thomas J. Vilsack,

ministre de l'Agriculture et président du Conseil rural de la Maison-blanche

La politique rurale des États-Unis s'efforce de mettre les atouts des zones rurales au service de la prospérité du pays et de créer des conditions propices à une amélioration de la qualité de vie dans toutes les collectivités rurales. Ce chapitre est consacré à la diversité du monde rural et à ce que la politique rurale, les approches territorialisées et les institutions qui en sont chargées, comme le Conseil rural de la Maison-blanche, peuvent faire pour contribuer à sa vitalité.

Plusieurs plans et programmes mis en œuvre aux États-Unis sont axés sur ces objectifs. Ils comprennent par exemple les dispositifs suivants : les Promise Zones ; l'initiative StrikeForce ; le Partenariat pour des collectivités durables ; Local Food, Local Places ; des actions de développement économique local ; le mécanisme de développement économique et local stratégique ; les partenariats pour l'investissement dans les localités industrielles ; et les composantes rurales du Plan d'action pour le climat.

Dimensions mondiales de la malnutrition : perspectives territoriales sur les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition

Vito Cistulli, Stina Heikkilä et Rob Vos,

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

En dépit des progrès remarquables réalisés pour réduire la faim et la pauvreté dans le monde, quelque 800 millions de personnes souffrent toujours de sous-alimentation. L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des problèmes qui affectent plus particulièrement les zones rurales et qui s'inscrivent dans tout un ensemble d'inégalités spatiales profondément ancrées.

Les politiques agricoles et alimentaires sectorielles classiques font souvent abstraction des disparités territoriales et risquent par conséquent d'être insuffisantes pour atteindre l'objectif de développement durable visant l'éradication de la faim et la sécurité alimentaire de tous d'ici à 2030.

Le présent chapitre montre qu'il serait extrêmement bénéfique d'envisager les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans une optique territoriale. Une approche territoriale de la sécurité alimentaire et de la nutrition va au-delà de la simple dichotomie rural-urbain. L'établissement de liens forts, et qui se renforcent mutuellement, entre les villes et les campagnes est important pour le développement des systèmes agricoles et alimentaires en général, mais sera sans effet si l'on ne tient pas compte des usages concurrents des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles et des projets d'infrastructures et de services de base dans les différents contextes infra- et interterritoriaux.

PARTIE 4 |

Notes par pays

En ligne uniquement

http://www.oecd.org/regional/regional-policy/regional-outlook-country-notes-2016.htm

Le présent document résume les principales conclusions de OCDE (2016), *Perspectives régionales de l'OCDE : des régions productives pour des sociétés inclusives,* Éditions OCDE, Paris.

L'intégralité de cette publication est disponible à l'adresse suivante :
http://dx.doi.org/10.1787/9789264260245-en